



Communauté de Communes

du Pays de  
*Stenay et du Val Dunois*

# COMPTE RENDU DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

-----

2 - Réunion du 13 avril 2022

# Ordre du jour

## Aménagement durable du territoire

**OBJET** 1/ Renouvellement de la convention relative à l'enlèvement des déchets d'équipements électroniques et électriques

**OBJET** 2/ Adhésion à l'EPAMA

## Ressources humaines

**OBJET** 3/ Ouvertures de poste

## Habitat & cadre de vie

**OBJET** 4/ Avenant à la convention OPAH RU

## Culture

**OBJET** 5/ Centre culturel Ipousteguy - Modification de la grille tarifaire

## Enfance & jeunesse

**OBJET** 6/ Restauration scolaire - Grille tarifaire

## Administration

**INFORMATION** sur les actes pris par le Président dans le cadre de ses délégations

**INFORMATION** sur les actes pris par le Bureau dans le cadre de ses délégations

## Finances

**OBJET** 7/ Fibre optique - durée d'amortissement

**OBJET** 8/ Vote des taxes

**OBJET** 9/ Reprise anticipée des résultats

**OBJET** 10/ Vote des budgets, des subventions et des cotisations

L'an deux mil vingt-deux, le 13 avril à 19h45 heures, le Conseil Communautaire s'est réuni, en Assemblée Générale ordinaire à la salle intercommunale du Pôle des Services Publics de STENAY, légalement convoqué, par Monsieur Daniel GUICHARD.

Date de convocation : 7 avril 2022

Nombre de membres en exercice : 60

Nombre de membres présents : 39

Nombre de votants : 50 (39 présents et 11 pouvoirs)

- **Délégués Présents :**

**Mesdames et Messieurs les Conseillers Communautaires titulaires :**

Guy RAVENEL (Aincreville), Jean-Pierre CORVISIER (Bâalon), André CORNETTE (Bantheville), François WATRIN (Beauclair), Joël FOURREAUX (Beaufort-en-Argonne), Bernard KAZUK (Brouennes), Lydia CHARBONNIER (Cesse), Dominique GARRE (Cunel), Michel VUILLAUME (Dannevoux), Alain PLUN (Doulcon), Pierre PLONER (Dun-sur-Meuse), Stéphane GUILLON (Dun-sur-Meuse), Lydia AUFRANC (Dun-sur-Meuse), Jean BROYART (Fontaines-St-Clair), Cédric PIERSON (Laneuville-sur-Meuse), Véronique LANDRAGIN (Laneuville-sur-Meuse), Alain REUTER (Liny-dvt-Dun), Daniel WINDELS (Lion-devant-Dun), Daniel DUPUIS (Luzy-St-Martin), Gilles HERVEUX (Martincourt-sur-Meuse), Michel LEFORT (Montigny-devant-Sassey), Andrews GOETHALS (Mouzay), Jean-Luc BRIDET (Murvaux), Patrick SALAUN (Nantillois), Fabien GRAFTIAUX (Nepvant), Daniel GUICHARD (Pouilly-sur-Meuse), Marie-Noëlle BAUDIER (Sassey-sur-Meuse), Claude ANSMANT (Saulmory-Villefranche), Claude VENANTE (Sivry-sur-Meuse), Stéphane PERRIN (Stenay), Daniel LEGER (Stenay), Chantal DAUNOIS (Stenay), Michel COLLET (Stenay), Jean-Noël CROS (Stenay), Pascal MEZIERES (Stenay), Véronique BOKSBELD (Stenay), Romuald COLLET (Stenay), Ornella VALIBOUZE (Stenay), Vanessa PIERSON (Villers-devant-Dun),

- **Délégués Absents Excusés ayant donné pouvoir :**

Pascal HUMBERT (Cléry-le-Petit) ayant donné pouvoir à Guy RAVENEL (Aincreville)  
Martin QUIRING (Halles-sous-les-côtes) ayant donné pouvoir à François WATRIN (Beauclair)  
Sébastien GILLET (Inor) ayant donné pouvoir à Gilles HERVEUX (Martincourt-sur-Meuse)  
Nelly AUBRY (Lamouilly) ayant donné pouvoir à Fabien GRAFTIAUX (Nepvant)  
Jean-Jacques GERARD (Moulins-St-Hubert) ayant donné pouvoir à Joël FOURREAUX (Beaufort)  
Hervé CULOT PONCE (Stenay) ayant donné pouvoir à Daniel LEGER (Stenay)  
Ghislaine THOUVENIN (Stenay) ayant donné pouvoir à Jean Noel CROS (Stenay)  
Sylvie ARVIS (Stenay) ayant donné pouvoir à Michel COLLET (Stenay)  
Claire GEOFFROY (Stenay) ayant donné pouvoir à Stéphane PERRIN (Stenay)  
Benoit LAURENT (Stenay) ayant donné pouvoir à Ornella VALIBOUZE (Stenay)  
Yves JAVELOT (Wiseppe) ayant donné pouvoir à Daniel GUICHARD (Pouilly-sur-Meuse)

- **Délégués représentés par leurs suppléants :**

Isabelle BANTQUIN (Mont-devant-Sassey), Sabine KOSMIDER (Olizy-sur-Chiers),

- **Délégués Absents Excusés :**

Jean-Marie BAUDIER (Autreville-St-Lambert), Éric HUARD (Briulles-sur-Meuse), Philippe CHARDIN (Cléry-le-Grand), Denis GAVARD (Doulcon), Gilles DOURY (Milly-sur-Bradon), Pierre BELKESSA (Mouzay), Julien DOREMUS (Mouzay), Gérard VAUDOIS (Vilosnes-Haraumont).

A été nommé secrétaire de séance, après l'accord de l'assemblée délibérante, Alain REUTER de la commune de Liny-dvt-Dun.

Le quorum étant respecté, 39 conseillers présents sur 60 membres.

### **Approbation du Procès-Verbal**

Il est nécessaire d'approuver le procès-verbal du Conseil Communautaire du 23 février 2022.

**M. Guy RAVENEL** fait remarquer que le compte-rendu a été envoyé tardivement, à savoir la veille du Conseil Communautaire.

**M. Alain PLUN** signale s'être abstenu sur une décision.

*Adopté à l'unanimité par le Conseil Communautaire.*

# Aménagement durable du territoire

## **OBJET 1 / Renouvellement de la convention relative à l'enlèvement des déchets d'équipements électroniques et électriques**

Conformément à l'application du décret n°2005-829 du 20 juillet 2005 qui engage les collectivités à mettre en place la collecte des Déchets d'Equipements Electroniques et Electriques (DEEE), la Communauté de Communes du Pays de Stenay et du Val Dunois avait signé une convention avec l'éco-organisme OCAD3E pour la collecte séparée des DEEE et des lampes usagées au sein des déchetteries pour la période 2015 – 2020. Les conventions avaient été renouvelées pour l'année 2021 par délibération.

Aussi, afin d'assurer la continuité du service, il est nécessaire de proroger de nouveau la « Convention de collecte séparée des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE) » et la « Convention relative aux Lampes usagées collectées par les communes et établissements publics de coopération intercommunale » pour une durée de 5 ans.

Le Conseil communautaire est invité à délibérer sur le renouvellement avec OCAD3E pour la durée de validité de son agrément.

---

### **Délibération N°2022-04-15**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Considérant la volonté de renouveler le partenariat avec OCAD3E pour l'enlèvement des DEEE.

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 50 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,**

APPROUVE le renouvellement de la convention avec OCAD3E relative à la collecte séparée des DEEE.

AUTORISE le Président à signer ladite convention.

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

---

## **OBJET 2 / Adhésion à l'EPAMA**

### **Qu'est-ce qu'un EPTB (Etablissement Public Territorial de Bassin) ?**

Ce sont des syndicats mixtes, qui sont constitués à l'échelon d'un bassin versant (souvent un fleuve ou une grande rivière, avec une portée géographique interdépartementale, interrégionale, ...). Ils sont définis par le code de l'environnement (article L213-12 du code de l'environnement) et constitués de collectivités territoriales de différents échelons.

### **Origine, missions et présentation de l'EPAMA-EPTB Meuse**

L'EPAMA – EPTB Meuse : Etablissement Public d'Aménagement de la Meuse, crée en 1996, avec pour membres la région Grand Est, 4 conseils départementaux (Vosges, Haute-Marne, Meuse, Ardennes), 15 communautés de Communes et d'Agglomération.

A l'origine créé pour répondre à des problématiques d'inondations, sur des missions d'études et de travaux. Sa création est décidée à la suite des grandes inondations de la Meuse en 1993 et 1995 sur les secteurs de Sedan et Charleville-Mézières.

En 2009 les missions sont élargies à la préservation des milieux naturels et la biodiversité (reconnaissance EPTB). L'EPAMA EPTB Meuse est constitué d'une équipe de 10 ingénieurs et techniciens et un directeur.

### **Les niveaux d'intervention de l'EPAMA EPTB Meuse**

La totalité des communes du territoire de la Communauté de communes Pays de Stenay Val Dunois s'inscrit dans le bassin versant de la Meuse et donc de l'EPAMA.

Il y a deux niveaux d'adhésion : la mission socle et la délégation de compétence GEMAPI (au choix sur un ou plusieurs des 4 items), pour mémoire les 4 items obligatoires dans la GEMAPI sont :

- (1°) Aménagement d'un bassin-versant ou d'un sous bassin-versant
- (2°) Entretien courant des cours d'eau et des berges
- (5°) Protection contre les inondations,
- (8°) Restauration, renaturation des cours d'eau et gestion / préservation des zones humides

Les MISSIONS « SOCLE » comprennent :

- Conseils : Diagnostics inondation, hydromorphologie et étude préliminaire sur le ruissellement
- Assistance a maitrise d'ouvrage :
  - Sur les projets GEMAPI,
  - Sur la question du ruissellement, (compétence propre aux communes)
  - Sur la trame verte et bleue
- Prévention des inondations : appui à la gestion de crise, pose de repère de crues, exercice inondation
- Animation : 3 journées de formation à destination des techniciens GEMAPI
- Modélisation hydraulique pour le compte de l'Etat et des adhérents (PPRI, cartographie sur les enjeux d'inondation avec des logiciels de modélisation et cartographie)
- Portage du programme d'actions de prévention des inondations : programme global regroupant des actions de réduction contre la vulnérabilité aux inondations, menées dans les différentes collectivités
- Actions en faveur de la biodiversité, des zones humides et milieux aquatiques
- Montage de projets européens (coopération transfrontalière sur les enjeux liés à la Meuse)

La mission socle permet d'avoir un appui important en matière d'ingénierie et d'assistance sur les enjeux liés à la GEMAPI.



Arrivée M. Éric HUARD à 20h03.

**M. Jean-Pierre CORVISIER** explique que l'EPAMA est un syndicat qui s'occupe de la gestion des problèmes, principalement d'inondations, sur la Meuse qui part des Vosges jusque dans les Ardennes. La complexité de ces sujets nécessite des études pour comprendre l'amplification des phénomènes. L'EPAMA sera alors sollicitée, le coût sera moins élevé qu'en faisant appel à un bureau d'études. L'adhésion serait d'environ 1 € par habitant soit 10 000 € par an. Une bonne partie des collectivités cotise à l'EPAMA.

**M. Alain PLUN** demande si un agent au sein de la collectivité n'est pas déjà chargé de s'en occuper.

**M. Jean-Pierre CORVISIER** répond qu'il y a déjà un programme en route sur un certain nombre d'affluents. Ces travaux vont démarrer en août mais il y a des problèmes plus pointus comme sur les communes de Laneuville et Mouzay.

**M. Jean-Pierre CORVISIER** ajoute que c'est une compétence de la Collectivité relative à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations depuis 2018. Pour assurer cette compétence, il n'y a qu'un agent, Madame Marie REYNE.

**M. Le Président** précise que EPAMA, Etablissement Public d'Aménagement de la Meuse et de ses affluents, est un syndicat qui gère la totalité du fleuve Meuse. La Communauté de Communes du Pays de Stenay et du Val Dunois a une compétence qui s'appelle GEMAPI « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations ».

**M. Lydia CHARBONNIER** aimerait savoir si, à travers de la GEMAPI, la collectivité gère l'entretien des fossés.

**M. Jean-Pierre CORIVISER** répond par la négative. Sont concernés par la GEMAPI, les cours d'eau qui sont alimentés par une source et qui coulent toute l'année. L'entretien des fossés relève de la compétence voirie.

**M. Alain PLUN** pense que la cotisation de 10 000 € ne concerne que la cotisation mais pas l'étude.

**M. Jean-Pierre CORVISIER** l'informe que l'étude est comprise. L'EPAMA fonctionne avec des fonds publics et des cotisations.

Le Conseil communautaire est invité à délibérer sur l'adhésion de la Communauté de communes à l'EPAMA sur la base des missions socles.

---

#### **Délibération N°2022-04-16**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Considérant la volonté d'adhérer à l'EPAMA.

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 49 voix pour, 0 voix contre, 2 abstentions,**

APPROUVE l'adhésion de la Communauté de communes à l'EPAMA – EPTB Meuse pour la mission socle,

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

## Ressources humaines

### **OBJET 3 / Ouvertures de poste**

Comme chaque année, afin de pallier aux besoins saisonniers liés à l'ouverture des campings du territoire, il est proposé d'ouvrir différents postes, à savoir :

EMPLOIS	CADRES D'EMPLOIS et GRADES	NOMBRES D'EMPLOIS
<b>EMPLOIS SAISONNIER</b>		
<b>Adjoint technique - du 15 avril au 30 septembre</b>		
Agent d'entretien dans les campings	Adjoint technique (C1)	1 POSTE à 20 / 35 ème
<b>Animateur APS - du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août</b>		
Surveillant de baignade	Animateur APS (B1)	1 POSTE à 35 / 35 ème
		1 POSTE à 17.5 / 35 ème

**M. Le Président** précise qu'un candidat a postulé comme surveillant de baignade.

Le Conseil communautaire est invité à délibérer sur ces ouvertures de poste.

#### **Délibération n°2022-04-17**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3 I 2,  
Considérant qu'afin de pallier aux besoins saisonniers liés à l'ouverture des campings du territoire, il est nécessaire d'ouvrir différents postes,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 51 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,**

DECIDE de la création des postes suivants :

EMPLOIS	CADRES D'EMPLOIS et GRADES	NOMBRES D'EMPLOIS
---------	----------------------------	-------------------



<b>EMPLOIS SAISONNIER</b>		
<b>Adjoint technique - du 15 avril au 30 septembre</b>		
Agent d'entretien dans les campings	Adjoint technique (C1)	1 POSTE à 20 / 35 ème
<b>Animateur APS - du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août</b>		
Surveillant de baignade	Animateur APS (B1)	1 POSTE à 35 / 35 ème
		1 POSTE à 17.5 / 35 ème

PRECISE QUE :

- la rémunération de ces agents sera calculée sur la base du traitement lié au cadre d'emploi,
- les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité.

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

# Habitat & cadre de vie

## **OBJET 4/ Avenant à la convention OPAH RU**

La Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois est compétente en matière de politique du logement et cadre de vie. Dans ce sens, elle porte une opération programmée d'amélioration de l'habitat sur son territoire.

Ainsi, la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois (délibération en novembre 2019), la commune de Stenay, le Conseil départemental de la Meuse et la Région Grand Est ont décidé de lancer une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) à l'échelle de la commune de Stenay. Une réflexion est en cours, pour étendre cette convention aux communes de Dun-sur-Meuse et éventuellement Doulcon.

L'OPAH-RU définit le cadre d'intervention publique en faveur de l'amélioration de l'habitat privé, pour le cœur de ville stenaïen et plus spécifiquement au sein des secteurs pré-opérationnels identifiés. En réponse aux enjeux d'aménagement, ce programme opérationnel mettra en place des actions spécifiques, incitatives ou coercitives, sur une cible de logements.

L'avenant a pour objet d'intégrer la nouvelle OPAH RU du centre ancien de Stenay, au fonds commun existant, en abondant de 100 000 € la participation de la Région au Fonds Commun d'Intervention de l'OPAH d'un montant initial de 221 244 €. La Communauté de communes participant à 50% augmente également son enveloppe de 100 000 €, représentant ainsi une enveloppe de 719 454 €.

La région abonde en plus de 15 000 € pour les rénovations en BBC (bâtiment basse consommation).

Par ailleurs, il y a lieu de compléter le nom du fonds commun, les objectifs et les délais d'intervention et d'ajouter une nouvelle fiche règlement, basée sur le dispositif Régional actuel, pour les logements très énergivores des propriétaires occupants du périmètre de l'OPAH RU.

Ainsi, la nouvelle cible de logement à évoluer comme suit :

- 10 logements rajoutés pour de la réhabilitation thermique pour les propriétaires occupants
- 20 logements rajoutés pour de la réhabilitation thermique pour les propriétaires bailleurs
- 24 logements rajoutés pour de la réhabilitation de logements énergivores classe E, F, G pour les propriétaires occupants, travaux BBC Compatibles.

Le Conseil communautaire est invité à délibérer sur l'approbation de cet avenant.

---

### **Délibération n°2022-04-18**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Vu la convention OPAH entre l'Etat, l'Anah, la Région et la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois signée le 1er mars 2020,  
Vu la convention OPAH RU de la ville de Stenay entre l'Etat, l'Anah, la Région, la ville de Stenay et la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois, Considérant qu'afin de pallier aux besoins saisonniers liés à l'ouverture des campings du territoire, il est nécessaire d'ouvrir différents postes,  
Considérant la volonté de mettre en place une OPAH RU,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 51 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,**

APPROUVE la mise en place d'une OPAH RU sur Stenay,

APPROUVE les termes de l'avenant ci-annexé,

AUTORISE le Président à signer cet avenant ainsi que les éventuels avenants à intervenir,

Annexe

**AVENANT N°1**

**FONDS COMMUN REGION/TERRITOIRE POUR LE FINANCEMENT D'AIDES  
A LA RENOVATION DE L'HABITAT PRIVE**

**OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DU PAYS DE  
STENAY ET DU VAL DUNOIS ET OPAH RU DE STENAY  
(19P14221)**

**ENTRE**

**La Région Grand Est**, dont le siège est Maison de la Région - 1 Place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 STRASBOURG CEDEX, représentée par le Président du Conseil Régional, Monsieur Jean ROTTNER,

désignée ci-après "**la Région**",

**d'une part,**

**ET**

**La Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois**, 6D Avenue de Verdun, 55700 STENAY, représenté par son Président Monsieur Daniel GUICHARD,

désigné ci-après "**le Bénéficiaire**",

**d'autre part.**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 4111-1 et suivants ainsi que les articles R 4311-1 et suivants,

**Vu** la convention OPAH entre l'Etat, l'Anah, la Région et la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois signée le 1<sup>er</sup> mars 2020,

**Vu** la convention OPAH RU de la ville de Stenay entre l'Etat, l'Anah, la Région, la ville de Stenay et la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,

**Vu** la délibération n°20CP-7 de la Commission Permanente du Conseil Régional Grand Est du 17 janvier 2020 (convention initiale),

**Vu** la délibération n°22CP-366 de la Commission Permanente du Conseil Régional Grand Est du 18 mars 2022.

## LES PARTIES SIGNATAIRES DECLARENT ET CONVIENNENT CE QUI SUIT :

Le présent avenant a pour objet d'intégrer la nouvelle OPAH RU du centre ancien de Stenay, au présent fonds commun, en **abondant de 100 000 €** la participation de la Région au Fonds Commun d'Intervention de l'OPAH d'un montant initial de 221 244 € accordée par délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional Grand Est n° 22CP-366 du 18 mars 2022.

Par ailleurs, il y a lieu de compléter le nom du fonds commun, les objectifs et les délais d'intervention et d'ajouter une nouvelle fiche règlement, basée sur le dispositif Régional actuel, pour les logements très énergivores des propriétaires occupants du périmètre de l'OPAH RU.

### Article 1

L'article 1 – Objet de la convention est remplacé par :

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de la Région et du  
Bénéficiaire pour la réalisation de l'opération suivante :

#### FONDS COMMUN REGION/TERRITOIRE OPAH DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE STENAY ET DU VAL DUNOIS ET OPAH RU DE LA VILLE DE STENAY

### Article 2

L'article 2 - Descriptif du projet est complété des objectifs de l'OPAH RU :

« Le fonds commun permettra l'attribution, aux propriétaires privés définis par les règlements joints à la convention initiale et celui joint au présent avenant (annexe 5) d'une subvention pour l'amélioration de 223 logements répartis comme suit :

Total	Type de logement	Opah RU Stenay Territoires/ Région 50/50 %	Opah Pays de Stenay et Val d'Omois		Règlement
			Territoires/ Région 66.6/33,4 % (rural)	Territoires/ Région 50/50 % BSMR Stenay)	
136	Logements de propriétaires occupants (dont 106 réhabilitations thermiques)	10	98	28	Annexe 1
35	Logements de propriétaires bailleurs (réhabilitations thermique)	20	3 (Dun sur Meuse	12	Annexe 2
8	Logements de propriétaires occupants hors Anah	-	-	8	Annexe 3
20	Ravalement de façades	-	-	20	Annexe 4
24	Réhabilitation de logements énergivores classe E,F,G de propriétaires occupants, travaux BBC compatibles	24	-	-	Annexe 5

### **Article 3**

L'article 3 – Montant de la participation régionale est remplacé par :

La Région attribue au Bénéficiaire une subvention d'investissement d'un montant maximum de **321 244 €** pour la réalisation du projet décrit à l'article 2.

Le montant de l'aide régionale a été déterminé en application des principes exposés ci-après :

Le Fonds Commun d'Intervention Région-Territoire d'un montant de **719 454 €** est constitué de :

- 398 210 € pour la Communauté de communes
- 321 244 € pour la Région.

La répartition qui avait prévalu au calcul de la subvention est conservée soit une prise en charge régionale à parité pour les dossiers concernant Stenay et de 33,4 % pour les autres dossiers.

### **Article 4**

L'article 5 – Délais est remplacé par :

Les aides aux propriétaires privés devront être attribuées avant le 30 juin 2027 et versées aux bénéficiaires avant la date du **31 décembre 2031**.

Le Bénéficiaire disposera d'un délai de six mois maximum à compter de cette date, soit le **30 juin 2032** pour présenter à la Région l'ensemble des justificatifs demandés à l'article 4 précité.

Seules les dépenses réalisées à compter du 1<sup>er</sup> mars 2020 seront prises en compte pour cette opération.

### **Article 5**

Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

## ANNEXE

### **FONDS COMMUN REGION-TERRITOIRE**

#### REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES AIDES FINANCIERES OPAH

	<b>REHABILITATION DE LOGEMENTS ENERGIVORES EN COMPLEMENT DE L'ANAH</b>
<b>OBJECTIFS DE L'AIDE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limiter l'étalement urbain</li> <li>• Ramener la population en cœur de ville en favorisant la mixité sociale</li> <li>• Rénover le patrimoine bâti et en réduire la consommation énergétique</li> </ul>
<b>BENEFICIAIRES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Propriétaires occupants éligibles à une aide de l'Anah.</li> </ul>
<b>BASE ELIGIBLE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Travaux et honoraires de maîtrise d'œuvre retenus par l'Anah (montant, liste, plafonds et conditions)</li> </ul>
<b>FINANCEMENT</b>	<p>Dossier soumis à l'avis du comité d'attribution pour l'octroi d'une subvention complémentaire à celle de l'Anah. Sur présentation du plan de financement prévisionnel, l'aide du fonds commun pourra être réduite ou non attribuée pour ne pas dépasser l'aide maximum autorisée par le règlement de l'Anah :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Travaux d'économie d'énergie</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 15 % pour les propriétaires occupants très modestes</li> <li>- 10% pour les propriétaires occupants modestes</li> </ul> </li> <li>➤ <b>Travaux atteignant le niveau du label BBC (104 kWhEP/M².an)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 15 % d'aide complémentaire (propriétaires occupants ou bailleurs)</li> </ul> </li> </ul>
<b>CONDITIONS</b>	<p>Les démarches de rénovation de logements doivent privilégier une approche globale et performante afin d'être compatibles avec le niveau BBC (Bâtiment Basse Consommation) :</p> <p>La rénovation doit à minima atteindre l'étiquette C pour un appartement. (consommation maxi entre 90 et 150 kWhEP/M².an)</p> <p>Pour une maison elle doit inclure un bouquet de deux travaux avec la ventilation.</p> <p>L'analyse thermique obligatoire devra indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la solution technique de référence choisie (Cf Règlement Région) pour atteindre le niveau BBC,</li> <li>- les préconisations de travaux globaux nécessaires et détail des matériaux à prévoir pour atteindre le niveau BBC à l'issue d'une rénovation globale,</li> <li>- pour une réhabilitation par étape, le choix des travaux retenus, précisant les éventuelles dérogations applicables.</li> </ul>
<b>PIECES NECESSAIRES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Devis descriptif et estimatif des entreprises retenues,</li> <li>• Analyse thermique complète,</li> <li>• Justificatif de propriété du logement,</li> <li>• Avis d'imposition du demandeur,</li> <li>• Permis de construire ou déclaration de travaux si nécessaire,</li> <li>• Copie de la notification d'attribution de l'Anah,</li> <li>• Relevé d'identité bancaire ou postal.</li> </ul>
<b>VERSEMENT DE LA SUBVENTION</b>	<p>Demande de versement de la subvention à adresser à l'organisme chargé du suivi-animation et comprenant notamment le(s) facture(s) détaillée(s) et les justificatifs d'attribution de l'ensemble des aides dont bénéficie le dossier concerné.</p>
<b>DELAI DE REALISATION</b>	<p>Les travaux devront être achevés dans un délai de 3 ans à compter de la date d'accord d'attribution de la subvention de l'Anah.</p>



# Culture

## **OBJET 5/ Centre culturel Ipousteguy - Modification de la grille tarifaire**

En novembre 2019, la Conseil communautaire a fixé les tarifs d'entrée du Centre Culturel Ipousteguy.

Néanmoins certains tarifs et catégories ne sont pas indiqués (indiqués en rouge dans le tableau).

Les autres tarifs restent inchangés.

	Visite Libre	Visite Guidée
<b>Adulte</b>	2 €	3 €
<b>Enfant de 12 à 18 ans</b>	1 €	1,50 €
<b>Enfant &lt; 12 ans</b>	Gratuit	Gratuit
<b>Personne en situation de handicap</b>	1 €	1,50 €
<b>Formules Pass Lorraine – Cézam – Inter CEA</b>	1,50 €	2 €
<b>Groupe (10 à 29 pers)</b>	1,50 €	2,50 €
<b>Groupe (30 à 49 pers)</b>	1 €	2 €
<b>Groupe (&gt; 50 pers)</b>	1€	1,50 €
<b>Scolaires (CODECOM)</b>	Gratuit	Gratuit
<b>Scolaires (hors CODECOM)</b>	1 €	1 €

Il est également proposé de créer deux nouveaux tarifs :

- Une entrée gratuite par camping-car ou bateau de passage sur les aires de camping-cars et les ports de plaisance de Stenay et Dun-sur Meuse, ainsi que pour les personnes de passage aux campings communautaires.
- Une entrée gratuite par foyer de la Communauté de Communes à paraître dans le prochain Bulletin Intercommunal de juin sous forme d'encart.

Le Conseil communautaire est invité à délibérer sur les nouvelles propositions tarifaires.

---

### **Délibération n°2022-04-19**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Vu la délibération n°2019-11-099 du 7 novembre 2019 fixant les tarifs d'accès au centre culturel Ipousteguy,  
Considérant qu'il convient de compléter les tarifs existants,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**

**Par 51 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,**

FIXE les tarifs d'accès au centre culturel Ipousteguy, comme suit :

	Visite Libre	Visite Guidée
<b>Adulte</b>	2 €	3 €
<b>Enfant de 12 à 18 ans</b>	1 €	1,50 €
<b>Enfant &lt; 12 ans</b>	Gratuit	Gratuit
<b>Personne en situation de handicap</b>	1 €	1,50 €
<b>Formules Pass Lorraine – Cézam – Inter CEA</b>	1,50 €	2 €
<b>Groupe (10 à 29 pers)</b>	1,50 €	2,50 €
<b>Groupe (30 à 49 pers)</b>	1 €	2 €
<b>Groupe (&gt; 50 pers)</b>	1€	1,50 €
<b>Scolaires (CODECOM)</b>	Gratuit	Gratuit
<b>Scolaires (hors CODECOM)</b>	1 €	1 €

PRECISE QUE :

- Une entrée gratuite sera distribuée par camping-car ou bateau de passage sur les aires de camping-cars et les ports de plaisance de Stenay et Dun-sur Meuse, ainsi que pour les personnes de passage aux campings communautaires.
- Une entrée gratuite par foyer de la Communauté de Communes sera distribuée via le Bulletin Intercommunal de juin 2022.

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

---

# Enfance & jeunesse

## **OBJET 6/ Restauration scolaire – grille tarifaire**

Lors de la Commission des Affaires Scolaires du 9 mars dernier, les membres de la commission ont évoqué la situation des cantines scolaires du territoire, et plus particulièrement la partie financière et budgétaire de ce service.

En premier lieu, il faut rappeler que la Caisse d'Allocations Familiales peut aider les accueils périscolaires le temps de midi, non pas sur la partie de la restauration en tant que telle (temps déterminé et déduit du calcul par la CAF), mais sur la partie de garde des enfants durant l'interclasse de midi (temps déterminé par la CAF en fonction de la durée entre les cours du matin et de l'après-midi pour chacune des écoles).

Aussi, en fonction des sites, le temps est différent, au vu des durées des interclasses en vigueur actuellement. Pour les écoles de Stenay, Mouzay et Laneuville-sur-Meuse, elle est de 2h, lorsque pour l'école de Dun-sur-Meuse, elle n'est que de 1h30.

Néanmoins, pour que la CAF puisse intervenir financièrement sur ce temps périscolaire méridien, il est nécessaire de respecter plusieurs conditions dont :

- La déclaration des accueils périscolaires en fonction des sites
- Le respect des conditions d'encadrement en fonction du nombre d'enfants,
- Le respect des conditions d'encadrement en matière de diplôme des agents
- La mise en place d'un tarif différencié en fonction du quotient familial.

Les trois premiers points sont respectés pour les écoles de Stenay, Mouzay et Laneuville-sur-Meuse, alors que l'école de Dun sur Meuse ne satisfait que les deux premiers points pour le moment (les formations sont en cours pour obtenir les diplômes nécessaires pour une labellisation de cette école à la rentrée de septembre 2022)

Le troisième point ne peut être acté que par le biais d'une délibération.

Pour mémoire, l'accueil périscolaire du matin et du soir est déclaré auprès de la CAF, ce qui signifie que la CODECOM perçoit des prestations financières à ce titre. Un tarif différencié est mis en place pour ce service en fonction du quotient familial (aujourd'hui 1.10 € par jour si le QF est supérieur à 715 ; 1 € par jour s'il est inférieur). Néanmoins, au vu des éléments fournis, il semble nécessaire de modifier également ce quotient familial.

En second lieu, la restauration scolaire affiche un déficit récurrent depuis plusieurs années, pour atteindre 180 000 € en 2021. Le montant de la redevance perçue auprès des particuliers ne couvre pas le montant l'intégralité des charges à caractère général du service (les frais de personnel ne sont pas inclus dans ces charges). Aussi, il a été proposé de comparer avec les cantines des autres collectivités du Nord Meusien. Au final, avec un tarif de 4.20 € par repas (en vigueur depuis 2017) et 3.20 € à compter du 3<sup>ème</sup> enfant d'une même famille, la CODECOM se situe dans les tarifs les plus faibles du secteur.

Ainsi, il est proposé de :

- Proposer deux tarifs en fonction de ce QF, soit < ou égal à 800, soit > ou égal à 801
- Réévaluer le QF du périscolaire du matin et du soir au même niveau

	Si QF < ou égal à 800	Si QF > ou égal à 801
<b>Tarif repas</b>	5 €	5.10 €
<b>A compter du 3<sup>ème</sup> enfant (pour le 3<sup>ème</sup> et + de la même famille)</b>	4 €	4.10 €

L'augmentation proposée est de 0.80 € à 0.90 € par repas.

Avec cette augmentation, la Communauté de communes se situerait dans la moyenne des collectivités du Nord Meusien (hors Verdun).

Ces deux évolutions permettraient de bénéficier d'une augmentation des recettes d'environ 64 000 € sur le budget 2023 essentiellement, répartis comme suit :

- Mise en place du Quotient Familial : + 30 000 € par an
- Augmentation des tarifs à ce niveau : + 34 000 € par an

**M. Alain REUTER** aimerait savoir sur combien d'années le budget cantine sera équilibré.

**M. Le Président** l'informe qu'il ne s'agit pas d'équilibrer mais de diminuer le déficit. Il faut savoir qu'il y a encore une inconnue, le prix des matières premières qui lui aussi risque d'augmenter.

**M. Guy RAVENEL** précise qu'il est important de spécifier que la Codecom participe à hauteur de 3 € par repas.

Le Conseil communautaire est invité à délibérer pour permettre de :

- Solliciter l'aide financière de la CAF sur l'accueil périscolaire du temps méridien
- Mettre en place les formations nécessaires auprès des agents pour répondre aux critères
- Instaurer une différenciation de tarifs en fonction du Quotient Familial pour la cantine
- Proposer deux tarifs en fonction de ce QF, soit < ou égal à 800, soit > ou égal à 801
- Réévaluer le QF du périscolaire du matin et du soir au même niveau

---

#### Délibération n°2022-04-20

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Considérant qu'il convient d'actualiser les tarifs de la restauration scolaire,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 50 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention,**

SOLLICITE l'aide financière de la CAF sur l'accueil périscolaire du temps méridien,

MET EN PLACE les formations nécessaires auprès des agents pour répondre aux critères,

INSTAURE une différenciation de tarifs en fonction du Quotient Familial pour la cantine et le périscolaire (matin et soir), soit < ou égal à 800, soit > ou égal à 801, à compter de la rentrée scolaire 2022-2023,

FIXE les tarifs de restauration scolaire comme suit – à compter de la rentrée scolaire 2022-2023  
:

	Si QF < ou égal à 800	Si QF > ou égal à 801
<b>Tarif repas</b>	5 €	5.10 €
<b>A compter du 3<sup>ème</sup> enfant (pour le 3<sup>ème</sup> et + de la même famille)</b>	4 €	4.10 €

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

---

# Administration

## **INFORMATION** sur les actes pris par le Président dans le cadre de ses délégations

Date	Numéro	Objet
10/03/2022	2022 03 04	Consigne Gaz – Lac vert
17/01/2022	2022 03 05	Boucherie Dannevoux – renouvellement bail

## **INFORMATION** sur les actes pris par le Bureau dans le cadre de ses délégations

Date	Numéro	Objet
23/03/2022	2022 03 09	Cellules commerciales ZAC – Vente de la cellule n°3
23/01/2022	2022 03 10	Achat de la parcelle ZI 342 sur la ZAC
23/03/2022	2022 03 11	Aide aux entreprises
23/01/2022	2022 03 12	Marché public - redynamisation et de développement de l'offre touristique du Camping Lac Vert
23/03/2022	2022 03 13	Groupement de commande pour la réfection des nids de poule
23/01/2022	2022 03 14	Modification de la convention de participation aux frais de l'OGEC Sainte Marie
23/03/2022	2022 03 15	Groupement de commande pour la fourniture de gaz

**M. Jean-Luc BRIDET** demande où en est l'avancement des travaux sur les nids de poules.

**M. Alain REUTER** répond que le marché n'est pas encore lancé. La Codecom est encore en attente des délibérations et conventions de la plupart des communes.

**M. Jean-Luc BRIDET** aimerait avoir des informations concernant la facturation.

**M. Alain REUTER** l'informe que la Codecom réglera l'entreprise et facturera ensuite aux communes.



# Finance

## **OBJET 7/ Fibre optique – durée d’amortissement**

La Communauté de Communes a signé le 15 septembre 2020 la Convention avec la Région Grand Est, concernant le financement pour la réalisation du réseau d’initiative publique régionale de très haut débit sur 7 départements de la Région, permettant de déterminer la participation financière de la Communauté de Communes.

Il convient désormais de déterminer sa durée d’amortissement. La durée d'amortissement des subventions d'équipement versées par les établissements publics de coopération intercommunale est définie par l'article R. 2321-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Cet article précise que les subventions d'équipement versées, sont amorties sur une durée maximale de quarante ans lorsque la subvention finance des projets d'infrastructure d'intérêt national.

Ainsi, il est proposé de s’aligner sur la durée maximale fixée par le CGCT, à savoir quarante ans.

**M. Guy RAVENEL** signale qu’il y a régulièrement des coupures.

**M. Michel LEFORT** rapporte que beaucoup d’habitants se plaignent et ne remarquent aucune amélioration depuis l’installation de la fibre.

**M. Le Président** précise que ces informations seront remontées.

**M. Jean BROYARD** fait savoir que, dans sa commune, un fil de la fibre a été arraché et qu’entre Enedis et Orange la résolution de ce genre de problème risque d’être compliquée.

Le conseil communautaire est invité à délibérer sur cette durée d’amortissement.

---

### **Délibération n°2022-04-21**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Vu la délibération n°2021-09-58 du 15 septembre 2021 fixant les durées d’amortissement,  
Considérant qu’il convient d’adopter une durée d’amortissement pour la subvention liée à la fibre optique,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l’exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 50 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention,**

FIXE la durée d’amortissement pour les subventions liées à la fibre optique à 40 ans,

PRECISE que la liste de durée d’amortissement des biens amortissables est modifiée comme ci-annexée,

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l’application des décisions précitées.

---



## **OBJET 8 / Vote des taxes**

Il est proposé à l'assemblée de bien vouloir délibérer sur la fixation des taux d'imposition pour l'année 2022.

Il est rappelé que la Communauté de communes applique la Fiscalité Professionnelle Unique. Aussi, il est nécessaire de prendre des délibérations sur les trois taxes liées aux Ménages (Taxe d'Habitation, Taxe sur le Foncier Bâti, Taxe sur le Foncier Non Bâti), le taux de Cotisation Foncière des Entreprises – Unique (CFE-U), ainsi que le taux de TASCOT.

Concernant la TASCOT, il est nécessaire que la collectivité délibère sur ce taux. Jusqu'à présent, la Communauté de communes avait voté un taux de 1 (le coefficient varie de 0.80 à 1,20, et ne peut varier chaque année que de +/- 0.05).

Il est proposé de maintenir pour 2022 les taux d'imposition locaux comme suit et ce malgré le programme d'investissement ambitionné par la Communauté de communes :

- Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties : 7.96 %
- Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties : 16.97 %
- CFE - U : 18.00 %
- Coefficient de TASCOT à 1
- 

**M. Guy RAVENEL** demande si l'évolution de la CVAE se rapporte uniquement aux bases.

**M. Le Président** explique que la CVAE, Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises, est basée sur la valeur ajoutée de N-2, qui est collectée en N-1 et qui est versé en N aux collectivités.

**M. Alain PLUN** précise qu'il s'agit de l'ancienne taxe professionnelle.

**M. Le Président** répond que la taxe professionnelle est répartie en différentes parts pour les entreprises, la CFE, la CVAE et l'IFER, qui correspond à l'imposition Forfaitaire des Entreprises de Réseaux pour tout ce qui est éolien, photovoltaïque....

Le conseil communautaire est invité à délibérer afin d'approuver les taux présentés ci-dessus.

---

### **Délibération n°2022-04-22**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Vu les simulations fiscales transmises par la Direction Départementale des Finances Publiques,  
Considérant la volonté du Conseil de communautaire de maintenir les taux d'imposition malgré le programme ambitieux d'investissement,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 51 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,**

APPROUVE le maintien, pour l'année 2022, des taux votés les années précédents sur l'ensemble des taxes soit :

- Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties : 7.96 %
- Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties : 16.97 %
- CFE - U : 18.00 %
- Coefficient de TASCOT à 1

FIXE le produit de la taxe GEMAPI à zéro,

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

## **OBJET 4 / Reprise anticipée des résultats**

Le budget doit être voté avec une reprise anticipée de résultats si le compte administratif n'a pas été encore adopté au moment du vote du budget.

Sachant que le compte administratif sera proposé en délibération lors du prochain conseil communautaire, il est proposé les reprises anticipées suivantes :

- Budget principal

<b>RESULTAT SECTION FONCTIONNEMENT</b>	<b>RESULTAT SECTION INVESTISSEMENT</b>
* Dépenses 2021 : 6 857 200.96 € * Recettes 2021 : 6 210 535.71 € <u>Résultat 2021</u> - 646 665.25 € Excédent 2021 reporté : 2 593 095.08 € <u>Excédent cumulé 2021 (a)</u> 1 946 429.83 €	* Dépenses 2021 : 4 268 763.90 € * Recettes 2021 : 3 981 674.64 € <u>Résultat 2021</u> - 287 089.26 € Déficit 2020 reporté : - 1 003 420,65 € <u>Déficit cumulé 2021 (c):</u> - 1 290 509.91 €
	<b>RESTES A REALISER</b> Reste à réaliser Dépenses : - 1 093 774.28 € Reste à réaliser Recettes : 1 766 777.49 € <u>Solde Restes à réaliser</u> 673 003.21 €
	<u>Déficit cumulé 2021 (c) :</u> - 1 290 509.91 € <u>Excédent Restes à Réaliser :</u> 673 777.49 € <u>Déficit Investissement 2021 (b) :</u> - 617 506.70 €
<b>AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2021 SUR LE BP 2022</b>	
↳ À L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ (a-b) 1 328 923.13 € [report à nouveau créditeur à l'article 002]	
↳ À L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISÉ (b) 617 506.70 € [report au compte de recettes 1068 – Section d'Investissement]	
↳ AU DEFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ (c) – 1 290 509.91 € [report à nouveau débiteur à l'article 001]	

- Budget annexe - Lac Vert

<b>RESULTAT SECTION FONCTIONNEMENT</b>	<b>RESULTAT SECTION INVESTISSEMENT</b>
* Dépenses 2021 : 1 434 952.29 € * Recettes 2021 : 1 406 252.23 € <u>Résultat 2021</u> - 28 700.06 € Excédent 2020 reporté : 87 598.04 € <u>Excédent cumulé 2021 (a)</u> 58 897.98 €	* Dépenses 2021 : 642 885.96 € * Recettes 2021 : 1 059 454.87 € <u>Résultat 2021</u> 416 568.91 € Excédent 2020 reporté : 22 936.96 € <u>Excédent cumulé 2021 (c) :</u> 439 505.87 €
	<b>RESTES A REALISER</b> Reste à réaliser Dépenses : - 34 276.39 € Reste à réaliser Recettes : 100.00 € <u>Solde Restes à réaliser</u> - 34 176.39 €
	<u>Excédent cumulé 2021 (c) :</u> 439 505.87 € <u>Déficit Restes à Réaliser :</u> - 34 176.39 € <u>Excédent Investissement 2021 (b) :</u> 405 329.48 €
<b>AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2021 SUR LE BP 2022</b>	
↳ À L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ (a-b) 58 897.98 € [report à nouveau créditeur à l'article 002]	

↳ À L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISÉ (b) 0 € [report au compte de recettes 1068 – Section d'Investissement]

↳ À L'EXCÉDENT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ (c) 439 505.87 € [report à nouveau créateur à l'article 001]

- Budget annexe - Ordures ménagères

RESULTAT SECTION FONCTIONNEMENT		RESULTAT SECTION INVESTISSEMENT	
* Dépenses 2021 :	1 177 645.36 €	* Dépenses 2021 :	61 346.24 €
* Recettes 2021 :	1 337 872.95 €	* Recettes 2021 :	56 672.65 €
<b>Résultat 2021</b>	<b>160 227.59 €</b>	<b>Résultat 2021</b>	<b>- 4 673.59 €</b>
Excédent 2020 reporté :	15 891.89 €	Excédent 2020 reporté :	123 489.47 €
<b>Excédent cumulé 2021 (a)</b>	<b>176 119.48 €</b>	<b>Excédent cumulé 2021 (b) :</b>	<b>118 815.88 €</b>
		<b>RESTES A REALISER</b>	
		Reste à réaliser Dépenses :	- 18 533.40 €
		Reste à réaliser Recettes	20 498 €
		<b>Solde Restes à réaliser</b>	<b>1 964.60 €</b>
		<b>Excédent cumulé 2021 (b) :</b>	<b>118 815.88 €</b>
		<b>Excédent Restes à Réaliser :</b>	<b>1 964.60 €</b>
		<b>Excédent Investissement 2021 :</b>	<b>120 780.48 €</b>
AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2021 SUR LE BP 2022			
↳ À L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ (a) 176 119.48 € [report à nouveau créateur à l'article 002]			
↳ À L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISÉ 0 € [report au compte de recettes 1068 – Section d'Investissement]			
↳ À L'EXCÉDENT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ (b) 118 815.88 € [report à nouveau créateur à l'article 001]			

- Budget annexe – SPANC

<b><u>RESULTAT SECTION FONCTIONNEMENT</u></b>		
* Dépenses 2021 :	8 876.77 €	
* Recettes 2021 :	<u>11 547.96 €</u>	
<b>Résultat 2021</b>	<b>2 671.19 €</b>	
<b>Excédent 2020 reporté :</b>	<b>10 057.36 €</b>	
<b><u>Excédent cumulé 2021 (a)</u></b>	<b>12 728.55 €</b>	
<b><u>AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2021 SUR LE BP 2022</u></b>		
↳ <b>À L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ (a) 12 728.55 €</b> [report à nouveau créateur à l'article 002]		

- Budget annexe – Assainissement

RESULTAT SECTION FONCTIONNEMENT		RESULTAT SECTION INVESTISSEMENT	
* Dépenses 2021 :	1 445.95 €	* Dépenses 2021 :	0 €
* Recettes 2021 :	6 215.61 €	* Recettes 2021 :	1 251 €
<b>Résultat 2021</b>	<b>4 769.66 €</b>	<b>Résultat 2021</b>	<b>1 251 €</b>
Excédent 2020 reporté :	5 283.54 €	Excédent 2020 reporté :	1 251 €
<b>Excédent cumulé 2021 (a)</b>	<b>10 053.20 €</b>	<b>Excédent cumulé 2021 (b) :</b>	<b>2 502 €</b>
AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2021 SUR LE BP 2022			
↳ À L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ (a) 10 053.20 € [report à nouveau créateur à l'article 002]			
↳ À L'EXCÉDENT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ (b) 2 502 € [report à nouveau créateur à l'article 001]			

- Budget autonome – Station-service

Pas d'opération sur l'année 2021, donc il n'y a pas de reprise anticipée de résultat.

**M. Le Président** fait savoir que, dans les restes à réaliser, il y a une subvention du Conseil Départemental de 600 000 €. Cette opération a été actée par un document qui stipulait qu'il y aurait une subvention, au maximum, de 600 000 €. Au vu des éléments prévus dans le cadre des travaux, il convient de modifier ces RAR et donc de diminuer ce montant à 300 000 € afin d'être plus proche de la réalité.

Le Bureau d'Etudes, qui a travaillé pour la Codecom sur la démolition du collège, a estimé les travaux à 750 000 €. Le Département, à travers son BE, a estimé ces mêmes travaux à 600 000 €. Or, aujourd'hui, la démolition intégrale du collège donne un TTC de 380 000 €. Il n'y a pas lieu de passer 600 000 € de recettes. Concernant le bâtiment technologique, il y a deux solutions qui s'ouvrent. Ou la Codecom encaisse environ 150 000 € ou la Collectivité reconstruit sur site et récupère 200 000 €. Il faudra rapidement se poser la question.

**M. Alain PLUN** demande si, en cas de reconstruction, le bâtiment doit être remonté à la même place.

**M. Le Président** répond qu'il est probablement possible de le reconstruire à la même place mais dans un sens différent. La collectivité ne dispose pas de tous les éléments.

**M. Andrews GOETHALS** aimerait savoir ce qui explique que l'estimation de départ se soit transformée en réalisé de 350 000 €.

**M. Le Président** indique que l'entreprise de démolition arrive à valoriser les produits et la démolition en elle-même ne coûte que 50 000 €.

**M. Guy RAVENEL** résume la situation. La démolition, le désamiantage et l'étude sont pris en charge par le Département, soit 80 % de subvention et 20 % pour un futur projet.

**M. Stéphane PERRIN** confirme. La délibération est de 80 % du montant total TTC des travaux désamiantage et démolition retenus par la Codecom dans le cadre des marchés qui ont été passés. Les 20 % restants seront fléchés en complément d'éventuels financements départementaux qui sont « traditionnels ». Il convient à la Collectivité de solliciter cette aide, sur un projet identifié.

**M. Alain REUTER** précise qu'il est important de connaître le montant du projet pour bénéficier des 20 %.

**M. Le Président** répond que les 20 % ne s'appliquent pas au coût du projet mais au solde des 20 % de la démolition.

**Mme Lydia AUFRANC** demande s'il y a un projet arrêté.

**M. Le Président** explique que le projet n'est, pour l'instant, pas ciblé.

**M. Pierre PLONER** demande s'il s'agit bien de voter le résultat du compte administratif.

**M. Le Président** indique qu'il s'agit d'une reprise anticipée.

Le conseil communautaire est invité à délibérer afin d'approuver les reprises anticipées de résultats.

<b>RESULTAT SECTION FONCTIONNEMENT</b>		<b>RESULTAT SECTION INVESTISSEMENT</b>	
* Dépenses 2021 :	6 857 200.96 €	* Dépenses 2021 :	4 268 763.90 €
* Recettes 2021 :	6 210 535.71 €	* Recettes 2021 :	3 981 674.64 €
<b>Résultat 2021</b>	<b>- 646 665.25 €</b>	<b>Résultat 2021</b>	<b>- 287 089.26 €</b>
<b>Excédent 2021 reporté :</b>	<b>2 593 095.08 €</b>	<b>Déficit 2020 reporté :</b>	<b>- 1 003 420,65 €</b>
<b>Excédent cumulé 2021 (a)</b>	<b>1 946 429.83 €</b>	<b>Déficit cumulé 2021 (c):</b>	<b>- 1 290 509.91 €</b>
		<b>RESTES A REALISER</b>	
		Reste à réaliser Dépenses :	- 1 093 774.28 €
		Reste à réaliser Recettes :	1 766 777.49 €
		<b>Solde Restes à réaliser</b>	<b>673 003.21 €</b>
		<b>Déficit cumulé 2021 (c) :</b>	<b>- 1 290 509.91 €</b>
		<b>Excédent Restes à Réaliser :</b>	<b>673 003.21 €</b>
		<b>Déficit Investissement 2021 (b) :</b>	<b>- 617 506.70 €</b>
<b>AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2021 SUR LE BP 2022</b>			
↳ <b>À L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ (a-b) 1 328 923.13 €</b> [report à nouveau créateur à l'article 002]			
↳ <b>À L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISÉ (b) 617 506.70 €</b> [report au compte de recettes 1068 – Section d'Investissement]			
↳ <b>AU DEFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ (c) – 1 290 509.91 €</b> [report à nouveau débiteur à l'article 001]			

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Considérant la reprise anticipée des résultats proposée,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 51 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,**

APPROUVE la reprise anticipée du résultat 2021 sur le budget primitif 2022 du budget principal comme suit :

- À L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ 1 328 923.13 € [report à nouveau créateur à l'article 002]

- À L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISÉ 617 506.70 € [report au compte de recettes 1068 – Section d'Investissement]

- AU DEFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ – 1 290 509.91 € [report à nouveau débiteur à l'article 001]

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

---

### Délibération n°2022-04-23

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Considérant la reprise anticipée des résultats proposée,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,



Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 51 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,**

APPROUVE la reprise anticipée du résultat 2021 sur le budget primitif 2022 du budget annexe Lac Vert comme suit :

- À L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ 58 897.98 € [report à nouveau créateur à l'article 002]
- À L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISÉ 0 € [report au compte de recettes 1068 – Section d'Investissement]
- À L'EXCÉDENT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ 439 505.87 € [report à nouveau créateur à l'article 001]

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

---

**Délibération n°2022-04-25**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Considérant la reprise anticipée des résultats proposée,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 51 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,**

APPROUVE la reprise anticipée du résultat 2021 sur le budget primitif 2022 du budget annexe Ordures ménagères comme suit :

- À L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ 176 119.48 € [report à nouveau créateur à l'article 002]
- À L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISÉ 0 € [report au compte de recettes 1068 – Section d'Investissement]
- À L'EXCÉDENT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ 118 815.88 € [report à nouveau créateur à l'article 001]

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

---

**Délibération n°2022-04-26**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Considérant la reprise anticipée des résultats proposée,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 51 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,**



APPROUVE la reprise anticipée du résultat 2021 sur le budget primitif 2022 du budget annexe SPANC comme suit :

- À L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ 12 728.55 € [report à nouveau créateur à l'article 002]

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

---

**Délibération n°2022-04-27**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Considérant la reprise anticipée des résultats proposée,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 51 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,**

APPROUVE la reprise anticipée du résultat 2021 sur le budget primitif 2022 du budget annexe Assainissement comme suit :

- À L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ 10 053.20 € [report à nouveau créateur à l'article 002]

- À L'EXCÉDENT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ 2 502 € [report à nouveau créateur à l'article 001]

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

---

**Délibération n°2022-04-28**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Considérant l'absence de dépenses sur ce budget durant l'année 2021,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 51 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,**

PRECISE qu'en l'absence d'opération sur le budget Station-service, il n'y a aucune reprise anticipée de résultat.

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

---

## **OBJET 5 / Vote des budgets / cotisations et subventions**

Il s'agit de voter les budgets primitifs de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois pour l'exercice budgétaire 2022.

Il vous est également proposé d'attribuer les différentes subventions et cotisations présentées au travers des différents budgets.

- **Budget principal**

### **Délibération 2022-04-29**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Considérant qu'il convient de voter les budgets primitifs pour l'année 2022,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 50 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention,**

ADOpte le budget primitif 2022 du budget principal suivant :

Fonctionnement	Dépenses	8 005 225,58 €
	Recettes	8 464 448,13 €
Investissement	Dépenses	8 470 776,88 €
	Recettes	8 470 776,88 €

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

- **Budget annexe - Lac Vert**

### **Délibération n°2022-04-30**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Considérant qu'il convient de voter les budgets primitifs pour l'année 2022,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 50 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention,**

ADOpte le budget primitif 2022 du budget principal du budget annexe Lac Vert suivant :

Fonctionnement	Dépenses	633 252,14 €
	Recettes	633 252,14 €
Investissement	Dépenses	1 003 456,39 €
	Recettes	1 033 513,06 €

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

- **Budget annexe - Ordures ménagères**

**M. Pierre PLONER** demande s'il est possible de séparer la part OM de la part déchèterie dans le tableau pour avoir une vision plus intéressante sur la répartition des dépenses.

**M. Le Président** explique qu'avant, il y avait une séparation des OM côté Stenay et côté Val Dunois et de chaque déchèterie. Il s'agit là d'une nouvelle présentation qu'il est possible d'améliorer.

**Délibération n°2022-04-31**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Considérant qu'il convient de voter les budgets primitifs pour l'année 2022,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 50 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention,**

ADOpte le budget primitif 2022 du budget principal du budget annexe ordures ménagères suivant :

Fonctionnement	Dépenses	1 280 957,65 €
	Recettes	1 304 012,62 €
Investissement	Dépenses	163 215,40 €
	Recettes	205 267,29 €

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

- **Budget annexe - SPANC**

**Délibération n°2022-04-32**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Considérant qu'il convient de voter les budgets primitifs pour l'année 2022,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 50 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention,**

ADOpte le budget primitif 2022 du budget principal du budget annexe SPANC suivant :

Fonctionnement	Dépenses	6 490,00 €
	Recettes	16 948,55 €
Investissement	Dépenses	0 €
	Recettes	0 €

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

• **Budget annexe - Assainissement**  
**Délibération n°2022-04-33**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Considérant qu'il convient de voter les budgets primitifs pour l'année 2022,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 50 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention,**

ADOpte le budget primitif 2022 du budget principal du budget annexe Assainissement suivant :

Fonctionnement	Dépenses	12 404,61 €
	Recettes	15 248,39 €
Investissement	Dépenses	0 €
	Recettes	2 502,00 €

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

• **Budget Station-service**

**M. Alain PLUN** aimerait savoir s'il s'agit de la phase 1, 2 ou de la phase totale et si la Codecom achète le terrain.

**M. Le Président** répond qu'il s'agit de la phase totale et que le terrain sera acheté 1€.

**Délibération n°2022-04-34**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Considérant qu'il convient de voter les budgets primitifs pour l'année 2022,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 50 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention,**

ADOpte le budget primitif 2022 du budget principal du budget annexe Station-service suivant :

Fonctionnement	Dépenses	2 500,00 €
	Recettes	2 500,00 €
Investissement	Dépenses	297 499,00 €
	Recettes	297 499,00 €

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

- **Cotisations – budget principal**

**M. Alain PLUN** pensait que la Codecom se retirait de Synergie.

**M. Le Président** répond par la négative. Il faut savoir qu'il y a eu un chargé de mission qui a travaillé, sur deux périodes de 6 mois, dans le cadre de la mission tourisme. Il y a aussi Mme Sophie LAURENT WOILLOT, au développement économique, qui travaille en direction des chefs d'entreprise et des néo entrepreneurs. Elle a régulièrement des demandes et toutes les semaines fait parvenir un suivi des différentes demandes. Le coût de cette personne est pris en charge par en partie par la Codecom de Montmédy, en partie par la Codecom du Pays de Stenay et du Val Dunois et en partie par Synergie. Prochainement, une nouvelle demande sera faite auprès de Synergie pour obtenir des bâtiments blancs.

**M. Guy RAVENEL** rappelle que la cotisation doit être utile.

**M. Alain PLUN** ajoute qu'à la dernière assemblée, il avait été dit que Synergie n'était plus intéressé par les bâtiments blancs.

**M. Daniel WINDELS** précise qu'ils ont changé d'avis. C'est vrai que sur le territoire, la Collectivité n'a encore pas bénéficié des actions de Synergie. Par contre, il y a des projets sur lesquels Synergie sera sollicité. Aussi, ils sont propriétaires de plusieurs bâtiments qu'ils vont vendre.

#### **Délibération n°2022-04-35**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Considérant qu'il convient de voter les diverses cotisations inscrites au budget primitif du budget principal pour l'année 2022,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 51 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,**

ACCEPTE le montant des cotisations 2022 tel que mentionnées dans le budget, à savoir :

<b>Organismes</b>	<b>Montant en €</b>
Cotisation ADCF	1 050
Cotisation Meuse Attractivité	9 810
Adhésion station verte 2021	850
Participation Fonctionnement Pays de Verdun	18 001
CAUE de la Meuse	7 453
Cotisation annuelle Mission Locale	10 646
Cotisation SATE	2 800
Adhésion Syndicat Synergie	5 350
cotisation CIDFF de la Meuse	4 900
cotisation association Initiative Meuse	2 200
Cotisation association TZCLD	500
Adhésion EPAMA	10 000
Cotisation annuelle GESAM 55	50



• Subventions – budget principal

SUBVENTIONS CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE	Catégorie	Nature	Solde 2021 à verser sur présentation des bilans d'activités - A provisionner 2022	BUDGET PRIMITIF 2022	TOTAL BUDGET PRIMITIF 2022 + SOLDE 2021
DOSSIERS BAFA/BAFD 2022	CTG	BAFD	- €	1 500 €	1 500 €
Centre Social Stenay	CTG	ACM STENAY	829,00 €	3 000 €	3 829 €
Centre Social Stenay	CTG	ACM DUN	800,00 €	3 000 €	3 800 €
Centre Social Stenay	CTG	ACM ADOS STENAY	1 175,00 €	4 000 €	5 175 €
CROIX ROUGE 2021-2022 (DSP 2019-2024)	DSP	Multi-accueil STENAY	15 000,00 €	74 600 €	89 600 €
CROIX ROUGE CLERY 2021-2022	DSP	Multi-accueil CLERY	21 610,00 €	66 728 €	88 338 €
TOTAL CTG BP 2022			39 414 €	152 828 €	192 242 €
SUBVENTIONS ANNUELLES CONVENTIONNEES OU A VERSER SUR JUSTIFICATIFS	Catégorie	Nature des justificatifs	Solde 2021 à verser sur présentation de justificatifs	BUDGET PRIMITIF 2022	TOTAL BUDGET PRIMITIF ANNEE 2022 +SOLDE 2021
ADPEP LUDOBUS	Scolaire	Facture	- €	3 000 €	3 000 €
OTSI PAYS STENAY VAL DUNOIS	Développement local	Bilan-actions-conventions	- €	95 000 €	95 000 €
A.D.A.P.A.H 1,25€/ repas (VOIR SI 1,4€/repas)	Développement local	Nombre de Repas Personnes Agées	1 715,00 €	7 500 €	9 215 €
OCCE 55 C S 411115 ECOLE DE DUN S/MEUSE	Classe découverte Dun sur meuse	50 Elèves en CM1- CM2	- €	10 000 €	10 000 €
OCCE 55 C S 411115 regroupé avec Dun sur Meuse	Classe découverte Sivry	6 Elèves en cm2	- €	1 200 €	1 200 €
USEP ECOLE A TOUSSAINT	Classe découverte A toussaint	43 Elèves en cm2	- €	8 600 €	8 600 €
OCCE 55 CS 411203 ECOLE DE MOUZAY	Classe découverte Mouzay	10 Elèves en cm2	- €	2 000 €	2 000 €
OCCE 55 C S 411157 ECOLE DE LANEUVILLE	Classe découverte Laneuville	12 Elèves en cm2	- €	2 400 €	2 400 €
USEP VAL DUNOIS LANEUVILLE -DUN-SIVRY DANNEVOUX	SCOLAIRE	3,56° 323 élèves	1 208,00 €	1 131 €	2 339 €
USEP LABALENMOUSSE	Scolaire	3,506°249 élèves	179,00 €	872 €	1 051 €
UNSS LYCEE DE STENAY	Scolaire		220,00 €	1 100 €	1 320 €
BAFD	Développement local	Attribution par dossier	0,00 €	1 500 €	1 500 €
CPIE de meuse	Rôle des genêts	Nombre de dossiers agri	- €	400 €	400 €
CPIE de meuse	TRAMES VERTES ET BLEUES 2021-22	Facture / convention	6 100,00 €	3 100 €	9 200 €
CPEPESC Lorraine	ANIMATION 2021-22	Facture / convention	840,00 €	901 €	1 741 €
TOTAL DES SUBVENTIONS CONVENTIONNEES BP 2022			10 262,00 €	138 704,00 €	148 966,00 €
SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES LIGNE THEMATIQUE (ATTRIBUEES SUR L'ENVELOPPE PAR DELIBERATION DE BUREAU )	Catégorie	Nature	Solde 2021 à verser sur présentation de justificatifs	BUDGET PRIMITIF 2022	TOTAL BUDGET PRIMITIF ANNEE 2022+ solde 2021
ENVELOPPE GLOBALE	(Enveloppe 2021 : thématique 20 000€ +récurrentes 35 000€ )			55 000,00 €	55 000 €
ECOLE de MUSIQUE CANTONALE	Développement local		4 300,00 €	- €	4 300 €
LIVRES EN CAMPAGNE	Développement local		360,00 €	- €	360 €
CHATS BOTTES	Développement local		660,00 €	- €	660 €
DUN LE CHASTEL	Développement local	CHANTIER CHAM	400,00 €	- €	400 €
DUN LE CHASTEL	delib bureau 2021-10-31B	NOEL A DUN	3 000,00 €	- €	3 000 €
AMIS DE L'EGLISE DE MONT	Développement local		360,00 €	- €	360 €
JEUNES SAPEURS POMPIERS STENAY	Développement local		200,00 €	- €	200 €
UCIA DU PAYS DE STENAY	delib bureau 2021-05-12B		200,00 €	- €	200 €
GROUPEMENT ARCHEOLOGIQUE	delib bureau 2021-05-12B		100,00 €	- €	100 €
STAND TIR DE STENAY	delib bureau 2021-05-15B		2 500,00 €	- €	2 500 €
CENTRE SOCIAL STENAY	delib bureau 2021-05-14B		3 000,00 €	- €	3 000 €
PETANQUE DU VAL DUNOIS	delib bureau 2021-06-22B		480,00 €	- €	480 €
			15 560 €	55 000,00 €	70 560 €
			TOTAL GENERAL 65748		411 768 €
SUBVENTIONS ANNUELLES CONVENTIONNEES OU A VERSER SUR JUSTIFICATIFS	Catégorie	Nature	Solde 2021 à verser sur présentation des bilans d'activités	BUDGET PRIMITIF 2022	TOTAL BUDGET PRIMITIF ANNEE 2022+ solde 2021
AGENT COMPTABLE DU LYCEE DE STENAY JUDO	Scolaire	Convention	2 200,00 €	2 200 €	4 400 €
			TOTAL GENERAL 657381		4 400 €
AUTRES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES	Catégorie	Nature	Solde 2021 à verser suivant nombre d'élèves	BUDGET PRIMITIF 2022	TOTAL BUDGET PRIMITIF ANNEE 2022+ solde 2021
OGECE - Ecole Sainte Marie	Scolaire	convention Ecole Sainte Marie Stenay	0,00 €	80 000,00 €	80 000 €
			TOTAL GENERAL 6558		80 000 €
			Total Subventions et participations		496 168 €



**M. Alain PLUN** demande si le Club de foot du Val Dunois a fait une demande

**M. Romuald COLLET** répond que, pour l'instant, la commission n'a pas encore eu lieu et qu'il n'a pas connaissance de tous les dossiers.

Le conseil communautaire est invité à délibérer afin d'approuver les différents budgets primitifs 2022, les subventions et les cotisations en découlant.

Messieurs PERRIN, PLONER et WINDELS ne participent pas au vote

---

#### **Délibération n°2022-04-36**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Considérant qu'il convient de voter les diverses subventions inscrites au budget primitif du budget principal pour l'année 2022,  
Considérant que Monsieur Daniel WINDELS, Monsieur Pierre PLONER et Monsieur Stéphane PERRIN ne prennent part au vote,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 48 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,**

APPROUVE les subventions 2022 ci-annexées,

APPROUVE le montant de la ligne dite thématique,

AUTORISE le Président à verser les subventions aux associations et organismes susmentionnés,

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

---

#### **Délibération n°2022-04-37**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois,  
Considérant qu'il est nécessaire de procéder aux équilibres financiers des budgets annexes « Station-service » et « Lac vert »,

Sur avis du bureau communautaire,  
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,  
Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Communautaire**  
**Par 50 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention,**

DECIDE de verser une subvention de fonctionnement du budget général vert les budgets annexes :

- « Station-service » pour un montant de 2 500 €,
- « Lac vert » pour un montant de 108 652 €

AUTORISE le Président à entreprendre toutes les démarches administratives, techniques et financières et à signer tous les documents nécessaires à l'application des décisions précitées.

## Questions diverses

**Mme Carole PHILBERT**, trésorière, précise qu'elle est d'accord avec la reprise des résultats et prend acte sur la régularisation des restes à réaliser.

**M. Pierre PLONER** demande s'il est possible d'avoir un graphique du montant des dettes au fur et mesure des années.

**M. Focks** présente les tableaux existants.

**Mme Valérie WOITIER** explique que, par rapport à l'adhésion à l'EPAMA, chaque département traversé par la Meuse est adhérent à l'EPAMA. A ce titre, pour le Département de la Meuse, il y a trois Conseillers Départementaux qui siègent, **M. Pierre-Emmanuel FOCKS**, **M. Jean-Philippe VAUTRIN** et elle-même. Concernant la compétence GEMAPI, il y a des obligations et des responsabilités. Le but de L'EPAMA est d'apporter un appui technique à ses adhérents et mettre aussi à disposition des collectivités, des données pour répondre à leurs obligations. C'est mutualiser de l'ingénierie et de l'assistance.

**M. Eric HUARD** aimerait savoir, concernant les OM, si une copie de la déclaration d'impôts suffit pour les personnes seules.

**M. Jean-Pierre CORVISIER** répond par la positive.

**M. Alain PLUN** ajoute que les containers à verre sont parfois pleins.

**M. Le Président** rétorque qu'il y a rarement de problèmes avec ces containers, que s'ils existent, il faut le signaler afin de pouvoir afin de demander un passage exceptionnel. Pour les corps creux, il y a effectivement des soucis récurrents.

**Mme Sabine KOSMIDER** fait remarquer que les nouvelles consignes ne sont pas affichées sur les containers.

**M. Le Président** l'informe que l'affichage va démarrer dès la semaine prochaine.

**M. Michel LEFORT** rappelle qu'un service de ramassage de tonte avait été évoqué.

**M. Le Président** affirme qu'il était question d'acheter un tracteur susceptible de ramasser l'herbe. La collectivité a opté pour une location.

**M. Jean-Luc BRIDET** demande s'il y a un projet en déchèterie pour collecter les pneus.

**M. Le Président** répond que rien n'est prévu.

**M. Michel LEFORT** ajoute que l'ADEME met en place un dispositif pour le ramassage des pneus.

**M. Jean-Pierre CORVISIER** précise que l'ADEME ne collecte pas. Il y a des filières existantes mais qui sont très réduites. Il faudra mettre une benne qui ne sera que très rarement enlevée. C'est très compliqué à mettre en place.

**Mme Lydia AUFRANC** s'interroge sur le devenir de la péniche du Lac Vert.

**M. Le Président** indique que rien n'est prévu pour l'instant même si la question a souvent été soulevée en réunion de bureau.

**M. Eric HUARD** rappelle que la scierie HUMBLET est à vendre et que deux jeunes seraient intéressés par les bâtiments. Il faudrait peut-être faire intervenir la Codecom via la DETR.

**M. Le Président** indique qu'il ne prendra pas position et qu'il faudra en discuter en réunion d'exécutif. Il faut savoir, qu'à priori, les Etablissements Piskorski seraient intéressés par l'acquisition de ces bâtiments. Il recommande à M. Eric HUARD de faire un courrier à la Codecom.

**M. Stéphane PERRIN** informe l'Assemblée que le Département est en période de préparation de budget supplémentaire qui est en partie impacté par les mêmes points que ceux évoqués ce soir. Il y a une non réalisation de recettes par rapport aux estimations. Cela s'explique par une augmentation des charges, charges du personnel, l'impact du point d'indice, la revalorisation de certaines carrières... ainsi que l'évolution des coûts de l'énergie, qui a des conséquences loin d'être négligables sur le budget départemental. Environ 5 millions seront concernés par l'ajustement au niveau du budget supplémentaire qui sera vu la semaine prochaine.

**Mme Valérie WOITIER** explique que, par rapport à l'adhésion à l'EPAMA, chaque département traversé par la Meuse est adhérent à l'EPAMA. A ce titre, pour le Département de la Meuse, il y a trois Conseillers Départementaux qui siègent, M. Pierre-Emmanuel FOCKS, M. Jean-Philippe VAUTRIN et elle-même. Concernant la compétence GEMAPI, il y a des obligations et des responsabilités. Le but de l'EPAMA est d'apporter un appui technique à ses adhérents et mettre aussi à disposition des collectivités, des données pour répondre à leurs obligations. C'est mutualiser de l'ingénierie et de l'assistance.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 22h30 ;

Le secrétaire,  
M. Alain REUTER

Le Président,  
M. Daniel GUICHARD



Ces délibérations sont consultables au siège administratif de la Communauté de communes du Pays de Stenay et du Val Dunois – 6D avenue de Verdun – 55700 STENAY.

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

L'intéressé qui désire contester l'une des présentes décisions, peut saisir le Tribunal Administratif d'un recours contentieux dans le délai de deux mois de la date d'accomplissement de la dernière de ces deux formalités légales : 1) transmission au contrôle de légalité 2) publication. Il peut également saisir le Président d'un recours gracieux, lequel prolonge le délai de recours contentieux qui peut alors être engagé dans le délai de deux mois à compter de la date de rejet du recours gracieux. Le défaut de notification d'une décision dans les deux mois suivant l'introduction d'un recours contentieux à la fois contre le rejet tacite de son recours administratif et contre la décision implicitement confirmée, devant le tribunal administratif, dans les deux mois suivant l'expiration du délai de deux mois.